



**Conférence internationale de suivi
sur le financement du développement,
chargée d'examiner la mise en œuvre
du Consensus de Monterrey**

Doha (Qatar)
29 novembre-2 décembre 2008

Distr. limitée
1^{er} décembre 2008
Français
Original : anglais

Point 11 de l'ordre du jour
Adoption du rapport de la Conférence

Projet de rapport

Rapporteur général : Kaire M. Mbuende (Namibie)

Chapitre I Résolutions adoptées par la Conférence

[À compléter]

Chapitre II Participation et organisation des travaux

A. Date et lieu de la Conférence

1. La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, s'est tenue à Doha (Qatar) du 29 novembre au 2 décembre 2008, conformément à la résolution 62/187 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 2007 et à la décision 63/509 de l'Assemblée générale en date du 18 novembre 2008. Elle a tenu sept séances plénières (1^{re} à 7^e).

B. Participation¹

2. Les États suivants et la Communauté européenne étaient représentés à la Conférence : Afghanistan, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Îles Salomon,

¹ Informations basées sur la liste provisoire des participants à la Conférence figurant dans le document A/CONF.212/INF.2; la liste complète figurera dans le rapport final.



Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malawi, Maldives, Mexique, Mozambique, Myanmar, Népal, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Sainte-Lucie, Saint-Siège, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Viet Nam et Yémen.

3. Les membres associés suivants des commissions régionales étaient représentés par des observateurs :

[À compléter]

4. Les secrétariats ci-après des commissions régionales suivantes étaient représentés :

[À compléter]

5. Les organes et programmes des Nations Unies suivants étaient représentés :

[À compléter]

6. Les institutions spécialisées et organisations apparentées suivantes étaient représentées : Fonds international de développement agricole, Organisation internationale du Travail, Fonds monétaire international, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale du commerce.

7. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées : Groupe de la Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Communauté des Caraïbes, Conférence ibéro-américaine, Organisation internationale de droit du développement, Université des Nations Unies.

8. D'autres entités ayant reçu une invitation permanente ont participé en qualité d'observateurs, à savoir :

[À compléter]

9. Un grand nombre d'entités/organisations du secteur privé ont participé à la Conférence (voir A/CONF.212/INF.2).

10. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales ont participé à la Conférence (voir A/CONF.212/INF.2).

C. Ouverture de la Conférence

11. La Conférence a été ouverte le 29 novembre par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

D. Élection du Président de la Conférence

12. Sur la proposition du Secrétaire général, la Conférence a élu par acclamation S. A. le cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, comme Présidente de la Conférence.

E. Adoption du Règlement intérieur

13. À sa 1^{re} séance, le 29 novembre, la Conférence a adopté son règlement intérieur provisoire (A/CONF.212/2) ainsi que recommandé par l'Assemblée générale dans sa décision 63/510.

F. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

14. À sa 1^{re} séance, le 29 novembre, la Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire (A/CONF.212/1), ainsi que recommandé par l'Assemblée générale dans sa décision 63/511. L'ordre du jour adopté a été le suivant :

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Président.
3. Adoption du Règlement intérieur.
4. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
5. Élection des membres du Bureau autres que le Président.
6. Organisation des travaux, y compris la création de la grande commission.
7. Pouvoirs des représentants assistant à la Conférence :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Débat général sur le financement du développement :
 - a) Échange de vues général sur la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, y compris les défis et problèmes nouveaux;
 - b) Examen du projet de document final de la Conférence.
9. Tables rondes des parties prenantes ayant pour thème général « Poursuite de la coopération pour le financement du développement : l'avenir » et portant sur les six grands domaines thématiques suivants :
 - a) Mobilisation des ressources financières nationales pour le développement (table ronde 1);
 - b) Mobilisation des ressources internationales pour le développement : investissement étranger direct et autres apports de capitaux privés (table ronde 2);
 - c) Commerce international comme moteur du développement (table ronde 3);
 - d) Renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement (table ronde 4);
 - e) Dette extérieure (table ronde 5);

- f) Problèmes structurels : amélioration de la cohérence et de la cohésion des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux au service du développement (table ronde 6).

10. Adoption du document final de la Conférence.

11. Adoption du rapport de la Conférence.

G. Élection des membres du Bureau autres que le Président

15. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 29 novembre, la Conférence a élu ses vice-présidents parmi les groupes régionaux suivants :

Groupe des États d’Afrique (cinq vice-présidents)

Côte d’Ivoire, Égypte, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Sénégal

Groupe des États d’Asie (quatre vice-présidents)

Iran (République islamique d’), Philippines, République arabe syrienne, Tadjikistan

Groupe des États d’Europe orientale (cinq vice-présidents)

Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Fédération de Russie, République tchèque, Slovaquie

Groupe des États d’Amérique latine et des Caraïbes (cinq vice-présidents)

Bolivie, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Venezuela (République bolivarienne du)

Groupe des États d’Europe occidentale et autres États (cinq vice-présidents)

Andorre, Australie, Canada, États-Unis d’Amérique, Suisse

H. Élection du Vice-Président ès qualités de la Conférence

16. À sa 1^{re} séance, le 29 novembre, la Conférence a élu par acclamation Ahmad Bin Abdullah Al-Mahmoud, Ministre d’État chargé des affaires étrangères de l’État du Qatar, comme Vice-Président ès qualités de la Conférence.

I. Élection du Rapporteur général

17. À sa 1^{re} séance, le 29 novembre, la Conférence a élu Kaire M. Mbuende (Namibie) comme Rapporteur général de la Conférence.

J. Organisation des travaux, y compris la création de la grande commission

18. À sa 1^{re} séance, le 29 novembre, la Conférence a approuvé la note du Secrétariat sur les questions d’organisation et de procédure (A/CONF.212/4).

19. À la même séance, la Conférence a approuvé le projet de calendrier de ses travaux (A/CONF.212/4, annexe).

20. Également à la même séance, conformément à l'article 46 de son règlement intérieur, la Conférence a décidé de créer une grande commission. Elle a élu par acclamation Miguel d'Escoto Brockmann (Nicaragua) Président de la grande commission. La Conférence a également décidé de renvoyer le point 8 b) de l'ordre du jour, intitulé « Examen du projet de document final de la Conférence », à la grande commission.

K. Pouvoirs des représentants assistant à la Conférence

21. À la 1^{re} séance, le 29 novembre, sur la proposition du Président, il a été décidé que la composition de la Commission de vérification des pouvoirs serait fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session, à savoir : Botswana, Chine, Chypre, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Luxembourg, Mexique, Mozambique et Saint-Kitts-et-Nevis.

Chapitre III

Débat général sur le financement du développement

A. Échange de vues général

22. Au titre du point 8 a) de l'ordre du jour, la Conférence a eu un échange de vues général sur l'examen de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey de ses 1^{re} à 8^e séances, tenues du 29 novembre au 2 décembre 2008.

23. À la 1^{re} séance, des déclarations liminaires ont été faites par S. A. le cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Émir de l'État du Qatar et Président de la Conférence; Miguel d'Escoto Brockmann (Nicaragua), Président de l'Assemblée générale; Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; et Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

24. À la même séance, des déclarations ont été faites par Nicolas Sarkozy, Président de la République française (au nom de l'Union européenne); Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie (au nom de l'Union africaine); Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan; Georgi Parvanov, Président de la Bulgarie; José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne; Ángel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); Fradique Bandeira Melo De Menezes, Président de Sao Tomé-et-Principe; James A. Michel, Président des Seychelles; Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran; Laurent Gbagbo, Président de la Côte d'Ivoire; Oscar Arias Sánchez, Président du Costa Rica; et Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, Président des Comores.

25. À sa 2^e séance, le 29 novembre, la Conférence a entendu des déclarations de Léo Mérorès (Haïti), Président du Conseil économique et social; Heidemarie Wiczorek-Zeul, Envoyée spéciale du Secrétaire général à la Conférence; Trevor Manuel, Envoyé spécial du Secrétaire général à la Conférence; Philippe Douste-Blazy, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le financement novateur du

développement; et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Président du Groupe des Nations Unies pour le développement. À sa 4^e séance, le 30 novembre, la Conférence a entendu une déclaration du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

26. À la même séance, les personnalités ci-après ont pris la parole dans le cadre de l'échange de vues général : Stjepan Mesić, Président de la Croatie; Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso; Mwai Kibaki, Président du Kenya; Robert Mugabe, Président du Zimbabwe; Omer Hassan Ahmed Al-Bashir, Président du Soudan; Bingu wa Mutharika, Président du Malawi; Boni Yayi, Président du Bénin; Haris Silajđić, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine; Idriss Déby Itno, Président du Tchad; Pierre Nkurunziza, Président du Burundi; Mahmoud Abbas, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et Président de l'Autorité palestinienne; Ana Vilma de Escobar, Vice-Présidente d'El Salvador; Isatou Njie-Saidy, Vice-Présidente de la Gambie; Han Seung-soo, Premier-Ministre de la République de Corée; Pakalitha Bethuel Mosisili, Premier Ministre et Ministre de la défense et de la fonction publique du Lesotho; Mohamed Ghannouchi, Premier Ministre de la Tunisie; Luisa Dias Diogo, Première Ministre du Mozambique; Ahmed Tidiane Souaré, Premier Ministre de la Guinée.

27. À sa 3^e séance, le 30 novembre, la Conférence a entendu des déclarations de Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Togo; Nader Dahabi, Premier Ministre de la Jordanie; Sibusiso Barnabas Dlamini, Premier Ministre du Swaziland; Deleita Mohamed Deleita, Premier Ministre de Djibouti; Tuilaepa Sailele Maliele Gaoi, Premier Ministre du Samoa; Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, Premier Ministre de la Mauritanie; Jean Eyeghe Ndong, Premier Ministre du Gabon; Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc; Faustin Archange Touadéra, Premier Ministre de la République centrafricaine; Sheik Mohammad Sabah Al Salem Al Sabah, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït; Keat Chhon, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'économie et des finances du Cambodge; Aniceto Ebiaca Moete, Vice-Premier Ministre de la Guinée équatoriale; Miyegombo Enkhbold, Vice-Premier Ministre de la Mongolie; Abdullah Dardari, Vice-Premier Ministre chargé des affaires économiques de la République arabe syrienne; Fred Fono, Vice-Premier Ministre des Îles Salomon; Carlos Correia, Premier Ministre de la Guinée-Bissau; A. B. Mirza Md. Azizul Islam, Ministre des finances du Bangladesh (au nom des pays les moins avancés); Beverly Oda, Ministre de la coopération internationale du Canada (au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande); Patricia Espinosa Cantellano, Ministre des affaires étrangères du Mexique (au nom du Groupe de Rio); Ralph Recto, Ministre de la planification socioéconomique des Philippines; Celso Amorim, Ministre des Affaires étrangères du Brésil; Miguel Àngel Moratinos, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne; He Yafei, Envoyé spécial du Président de la Chine; Micheline Calmy-Rey, Ministre des affaires étrangères de la Suisse; Ulla Toernaes, Ministre de la coopération au développement du Danemark; Rita Kieber-Beck, Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein; Peter Moors, Directeur général de la coopération au développement de la Belgique; Sultan Bin Saeed Al-Mansouri, Ministre de l'économie des Émirats arabes unis; et Urmas Paet, Ministre des affaires étrangères de l'Estonie.

28. À sa 4^e séance, le 30 novembre, la Conférence a entendu les déclarations de Haja Nirina Razafinjato, Ministre des finances et du budget de Madagascar; Ana

Afonso Dias Lorenço, Ministre de la planification de l'Angola; Osman Mohamed Osman, Ministre d'État chargé du développement économique de l'Égypte; Fuad Siniora, Premier Ministre du Liban; Erik Solheim, Ministre du développement international de la Norvège; Paskah Suzetta, Ministre d'État chargé de la planification du développement national de l'Indonésie; Peter Power, Ministre de la planification du développement national de l'Irlande; Georgina Barreiro, Ministre des finances de Cuba; Juan Temístocles Montás, Ministre de l'économie, de la planification et du développement de la République dominicaine; Bert Koenders, Ministre de la coopération au développement des Pays-Bas; Juan Alberto Fuentes, Ministre des finances du Guatemala; Fander Falconi, Ministre de la planification nationale et du développement de l'Équateur; Hla Tun, Ministre des finances et des recettes fiscales du Myanmar; Serigne Diop, Ministre d'État du Sénégal; Alejandro Hamed Franco, Ministre des affaires étrangères du Paraguay; Samuel Santos López, Ministre des affaires étrangères du Nicaragua; Meritxell Mateu-Pi, Ministre des affaires étrangères de l'Andorre; Jorge Taiana, Ministre des affaires étrangères, du commerce et des relations religieuses de l'Argentine; Baburam Bhattarai, Ministre des finances du Népal; Sarta Amunugama, Ministre du développement des entreprises et de la promotion des investissements de Sri Lanka; Pehin Dato Abd Rahman Ibrahim, Ministre des finances II du Brunéi Darussalam; David Choquehuanca, Ministre des affaires étrangères et du culte de la Bolivie; E. Ahamad, Ministre d'État de l'Inde; Moctar Ouane, Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Mali; Saara Kuugongelwa-Amadhila, Ministre des finances de la Namibie; Godsday Orubebe, Ministre des devoirs spéciaux, chargé de la Commission de la planification nationale du Nigéria; Rosemary Museminali, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale du Rwanda; Hans Winkler, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Autriche; Nabuhide Minorikawa, Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon; Tatyana Starchenko, Vice-Ministre de l'économie du Bélarus; Justin Yifu Lin, économiste en chef et Premier Vice-Président de la Banque mondiale; et Kamallesh Sharma, Secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth.

[À compléter, y compris comptes rendus des 5^e à 7^e séances plénières et résumé des débats de toutes les séances plénières (voir A/CONF.212/6)]

Rapport des forums de la société civile et du secteur des entreprises et de l'audition parlementaire

29. À sa 2^e séance, le 29 novembre, la Conférence a entendu les rapports des participants suivants :

a) Gemma Adaba, représentant de la Confédération syndicale internationale auprès de l'Organisation des Nations Unies, sur le forum de la société civile tenu à Doha les 26 et 27 novembre 2008;

b) Louise Kantrow, Représentante permanente de la Chambre de commerce internationale auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente du Comité directeur du secteur des entreprises, sur le forum du secteur des entreprises du 28 novembre 2008;

c) Theo-Ban Guribab, Président de l'Union interparlementaire et Président de l'Assemblée nationale de la Namibie, sur l'audition parlementaire du 28 novembre 2008.

B. Examen du projet de document final de la Conférence

[À compléter]

Chapitre IV Tables rondes des parties prenantes

30. Conformément à la décision 62/187 de l'Assemblée générale, la Conférence a tenu six tables rondes des parties prenantes sur le thème général « Poursuite de la coopération pour le financement du développement : l'avenir », qui ont porté sur les six domaines thématiques du Consensus de Monterrey, comme suit :

Table ronde 1 (29 novembre, après-midi)

Mobilisation des ressources financières nationales pour le développement

Table ronde 2 (30 novembre, matinée)

Mobilisation des ressources internationales pour le développement : investissement étranger direct et autres apports de capitaux privés

Table ronde 3 (30 novembre, après-midi)

Le commerce international comme moteur du développement

Table ronde 4 (1^{er} décembre, matinée)

Renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement

Table ronde 5 (1^{er} décembre, après-midi)

Dette extérieure

Table ronde 6 (2 décembre, matinée)

Problèmes structurels : amélioration de la cohérence et de la cohésion des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux au service du développement

31. On trouvera ci-après un aperçu du déroulement des tables rondes.

Table ronde 1

Mobilisation des ressources financières nationales pour le développement

32. Les Coprésidents de la table ronde 1, Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, et John Michuki, Ministre des finances du Kenya, en ont assuré la présidence.

33. L'animateur, Justin Lin, économiste en chef et Premier Vice-Président de la Banque mondiale, a fait une déclaration liminaire. Ont également fait des déclarations les intervenants ci-après : Azizul Islam, Ministre des finances du Bangladesh; Assane Diop, Directeur exécutif de la Section de la protection sociale de l'Organisation internationale du Travail; Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE; Michael Keating, Directeur de l'Africa Progress Panel; S. A. R. la Princesse Máxima des Pays-Bas; Vito Tanzi, ancien Sous-Secrétaire d'État à l'économie et aux finances de l'Italie.

34. Des observations ont été formulées et des questions posées :

a) Par les représentants de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bolivie, du Burundi, de l'Égypte, de l'Indonésie, du Kazakhstan, du Mali et de la Norvège;

b) Au nom du Fonds des Nations Unies pour la population, en sa qualité de partie prenante institutionnelle;

c) Au nom d'Intermón Oxfam, en sa qualité de représentant d'organisations de la société civile.

35. L'animateur a prononcé une allocution de clôture.

36. Le résumé des débats de la table ronde 1 (A/CONF.212/6/Add.2) est joint en annexe.

Table ronde 2

Mobilisation des ressources internationales pour le développement : investissement étranger direct et autres apports de capitaux privés

37. Les Coprésidents de la table ronde 2, Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, et Bob McMullan, Secrétaire parlementaire chargé du Service de l'aide au développement international de l'Australie, en ont assuré la présidence.

38. L'animateur, Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont également été faites par les intervenants : Hiroto Arakawa, Premier Conseiller spécial de l'Agence japonaise de coopération internationale; Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud et Envoyé spécial du Secrétaire général à la Conférence; Joyce H. de Ginatta, Présidente de la Federación Interamericana Empresarial (Équateur); Avinash Persaud, Président d'Intelligence Capital; et Kamallesh Sharma, Secrétaire général du Commonwealth.

39. Des observations ont été formulées et des questions posées :

a) Par les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Bangladesh, de la Bolivie, de la Chine, de la Jamahiriya arabe libyenne, des Palaos, du Sénégal et du Soudan;

b) Au nom de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, en sa qualité de représentante des organisations de la société civile.

40. Les intervenants ont répondu aux observations formulées et aux questions posées. L'animateur a prononcé une allocution de clôture.

41. Le résumé des débats de la table ronde 2 (A/CONF.212/6/Add.3) est joint en annexe au rapport.

Table ronde 3

Le commerce international comme moteur du développement

42. La table ronde 3 a été coprésidée par Ana Vilma de Escobar, Vice-Présidente d'El Salvador, et Olga Algayerova, Ministre des affaires étrangères de la Slovaquie.

43. L'animatrice du débat, Valentine Rugwabiza, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a fait une déclaration liminaire, suivie de déclarations des membres de la table ronde : Pedro Luis Caneiro de Mendonca, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et technologiques du Brésil; Debapriya Bhattacharya, Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED; Miguel Hakim, Secrétaire chargé de la coopération au Secrétariat général ibéro-américain; Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique; Sun Zhenyu, Ambassadeur de la Chine auprès de l'OMC; Paavo Väyrynen, Ministre des affaires étrangères et du développement de la Finlande.

44. Questions et observations. Sont intervenus :

a) Les représentants du Bahreïn, de la Syrie, de la Libye, du Congo, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Union européenne, de la Bolivie, de la République de Corée et de la Tanzanie;

b) Le participant envoyé par le Fonds commun pour les produits de base, une partie prenante institutionnelle;

c) Le participant envoyé par Center of Concern, un organisme de la société civile.

45. Les membres de la table ronde ont répondu aux questions et observations. L'animatrice a fait quelques observations finales.

46. On trouvera à l'annexe __ le résumé des débats de la table ronde 3 (A/CONF.212/6/Add.4).

Table ronde 4
Renforcement de la coopération financière et technique internationale pour le développement

[À compléter]

47. On trouvera à l'annexe __ le résumé des débats de la table ronde 4 (A/CONF.212/6/Add.5).

Table ronde 5
Dettes extérieures

[À compléter]

48. On trouvera à l'annexe __ le résumé des débats de la table ronde 5 (A/CONF.212/6/Add.6).

Table ronde 6
Problèmes structurels : amélioration de la cohérence et de la cohésion des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux au service du développement

49. On trouvera à l'annexe __ le résumé des débats de la table ronde 6 (A/CONF.212/6/Add.7).

Chapitre V

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

[À compléter; voir A/CONF.212/5]

Décision prise par la Conférence

50. À sa 7^e séance plénière, le 2 décembre 2008, la Conférence a examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/CONF.212/5).
51. La Conférence a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission dans son rapport (*texte au chapitre I, résolution 3*).

Chapitre VI

Adoption du document final de la Conférence

52. À sa 7^e séance plénière, le 2 décembre 2008, sur la recommandation de sa grande commission, la Conférence était saisie d'un projet de résolution sur le document final de la Conférence (A/CONF.212/L.1).
53. À la même séance, sur la recommandation du Président de la Conférence, la Conférence a adopté à l'unanimité le projet de résolution A/CONF.212/L.1 et a recommandé qu'il soit approuvé par l'Assemblée générale (*texte au chapitre I, résolution 1*).

Chapitre VII

Adoption du rapport de la Conférence

54. À la 7^e séance plénière, le 2 décembre 2008, le Rapporteur général a présenté le rapport de la Conférence (A/CONF.212/L.2).
55. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de rapport et a autorisé le Rapporteur général à le finaliser, conformément à la pratique en vigueur à l'ONU, de manière qu'il puisse être soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session.

Chapitre VIII

Clôture de la Conférence

56. À la 7^e séance plénière, le 2 décembre 2008, le représentant d'Antigua-et-Barbuda a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution exprimant la gratitude de la Conférence au pays hôte (A/CONF.212/L.3).
57. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de résolution (*texte au chapitre I, résolution 2*).

58. Toujours à la même séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait une déclaration.

59. À cette séance, le Vice-Président ès qualités de la Conférence, Ahmad Bin Abdullah Al-Mahmoud, Ministre d'État aux affaires étrangères du Qatar, a fait une déclaration et a prononcé la clôture de la Conférence.
